

## Fidel Castro, 1er janvier 1999

Santiagais,

Compatriotes de tout le pays,

Je m'efforce de me rappeler cette nuit-là du 1<sup>er</sup> janvier 1959; j'en vis et perçois les impressions et les détails comme si c'était aujourd'hui même. Il me semble irréal que le destin m'ait offert le rare privilège de parler de nouveau à la population de Santiago de Cuba du même endroit, quarante ans après.

Ce jour-là, un peu avant le petit matin, en apprenant que le tyran et les principaux chefs de son régime ignominieux avaient fui devant l'avancée irrésistible de nos forces, j'avais ressenti pendant quelques secondes une sensation de vide étrange. Comment avions-nous pu remporter cette victoire incroyable en à peine un peu plus de vingt-quatre mois à partir du moment où nous étions parvenus, après avoir essuyé le très dur revers qui avait pratiquement annihilé notre détachement, à réunir sept fusils, le 18 décembre 1956, et à reprendre la lutte contre des forces militaires qui comptaient quatre-vingt mille hommes sous les armes, des milliers de cadres ayant reçu une formation militaire dans des écoles, ayant un moral élevé, jouissant de privilèges attrayants, bénéficiant d'un mythe d'invincibilité jamais remis en cause, des conseils infaillibles et des livraisons sûres des États-Unis ? Ce sont des idées justes qu'un peuple vaillant avait fait siennes qui avaient opéré ce miracle militaire et politique. Et, en vingt-quatre heures, l'Armée rebelle, les travailleurs et le reste de peuple balayaient les dernières tentatives, vaines et ridicules, de sauver ce qu'il restait de ce régime d'exploitation et d'oppression.

Ma tristesse passagère au moment de la victoire n'était que la nostalgie de l'expérience vécue, le souvenir encore frais des compagnons tombés au long de la lutte, la conscience claire que ces années si extraordinairement difficiles et défavorables nous avaient obligés à être meilleurs que ce que nous étions et à en faire les plus fructueuses et les plus créatrices de nos vies. Il nous fallait abandonner nos montagnes, nos campagnes, nos coutumes obligatoires d'austérité absolue, notre vie éprouvante de vigilance permanente face à un ennemi qui pouvait surgir, sur terre ou dans les airs, à tout moment des sept cent soixante et un jours qu'avait duré la guerre, la vie saine, dure, pure, faite de grands sacrifices et de dangers partagés, qui rend les hommes frères et fait fleurir leurs meilleures vertus, ainsi que la capacité infinie de don de soi, de désintéressement et d'altruisme que chaque être humain peut porter en soi.

L'énorme disparité de moyens et de forces entre l'ennemi et nous nous avait obligé à faire l'impossible. Qu'il suffise de dire que nous avons gagné la guerre, armés de fusils et de grenades antichar, luttant à chaque bataille importante contre l'artillerie, les blindés et surtout l'aviation ennemie, qui faisait aussitôt son apparition à n'importe quelle action.

Les fusils et les autres armes semi-automatiques et automatiques d'infanterie légère dont nous disposions, nous les enlevions au combat à l'ennemi, et l'explosif avec lequel nous remplissions les mines anti-blindés et anti-infanterie que nous fabriquions dans des ateliers rustiques provenait des bombes que les avions déversaient sur nous et dont certaines n'explosaient pas. La tactique infaillible d'attaquer l'ennemi en mouvement a été un facteur capital. Et nos chefs étaient devenus des experts dans l'art de le provoquer pour le faire sortir de ses positions bien fortifiées et généralement invulnérables.

Les unités en opérations de l'ennemi ou ses garnisons étaient encerclées, les renforts, détruits ou contraints à la reddition par la faim ou par la soif, sous les tirs constants de nos francs-tireurs qui refermaient le cercle jour après jour, sans le lancer dans des attaques frontales toujours coûteuses en vies, d'autant que nous ne disposions pas des moyens et des armes requis pour cela. Ce que nous avions appris dans les montagnes et dans les bois touffus, nous avons fini par l'appliquer dans la plaine, près de routes asphaltées, à l'ombre de plantations d'agrumes, d'arbres fruitiers, voire de cannaies qui servaient à masquer nos troupes - formées généralement de bleus du fait que nos rangs grossissaient vite à mesure que nous occupions toujours plus d'armes, mais toujours sous la direction de combattants plus chevronnés - et à attaquer les renforts par surprise. C'est cette même méthode que nous avons fini par appliquer dans les villes en isolant les différentes positions des garnisons.

C'est ainsi que nous avons occupé Palma Soriano en trois jours, et c'est ainsi que nous avons conçu le plan d'attaquer la garnison de Santiago de Cuba, qui comptait cinq mille hommes, et de la contraindre à la reddition en utilisant mille deux cents combattants rebelles. Nous avons déjà introduit, en passant à travers la baie, une centaine d'armes récupérées à Palma Soriano, pour lancer le soulèvement au cinquième jour des opérations qui allaient encercler l'un après l'autre les quatre bataillons défendant la périphérie. J'omet des détails plus précis de l'idée que nous avons conçue. Je me bornerai à dire qu'il y avait un combattant rebelle pour quatre soldats ennemis, et que jamais le rapport de force ne nous avait été aussi favorable.

A Guisa, à quelques kilomètres de Bayamo, nous avons engagé les combats avec cent quatre-vingts hommes qui devaient lutter contre les renforts dépêchés sur une route asphaltée et sur d'autres voies depuis la ville où se trouvaient l'état-major de l'armée ennemie et des milliers de ses meilleurs soldats, appuyés par des chars lourds. Et c'est au terme de onze jours de combats intenses, au cours desquels nos forces augmentaient grâce aux armes que nous récupérions et à quelques petits renforts, que Guisa est tombé en nos mains, le 30 novembre 1958.

Cette bataille avait été une nouvelle démonstration de la combativité extraordinaire de nos soldats et de la rapidité avec laquelle ils agissaient. Cinq mois avant, en juin, l'ennemi avait lancé sa dernière - et apparemment irrésistible - offensive contre notre quartier général de La Plata, dans la Sierra Maestra. Mais nous n'étions plus les bleus qui avaient débarqué le 2 décembre 1956. Nous n'étions pas non plus si nombreux, puisque nous avons commencé à résister avec seulement cent soixante-dix hommes environ, après avoir réuni les troupes, encore très réduites, du Che, de Camilo, de Ramiro et d'Almeida qui avaient reçu des instructions de revenir vers les positions de la 1<sup>re</sup> colonne, objectif stratégique de l'ennemi - autrement dit, toutes nos colonnes, exception faite des forces du II<sup>e</sup> Front oriental aux ordres de Raúl, trop éloignées dans les montagnes du nord-est pour pouvoir appuyer notre front. Quatre semaines plus tard, nous étions environ trois cents combattants, tandis que des centaines de jeunes volontaires sans armes s'entraînaient à l'école de recrues de Minas del Frío.

Au terme de soixante-quatorze jours de combats intenses, les bataillons ennemis avaient perdu près d'un millier d'hommes, entre morts, blessés et prisonniers. De ces derniers, nous en avons fait quatre cent quarante, que nous avons remis quelques jours plus tard à la Croix-Rouge internationale. J'écris ce dont je me souviens. Les historiens peuvent peut-être mieux préciser ces chiffres à partir des documents à nous que nous avons conservés et de ceux trouvés plus tard dans les archives de l'ennemi. Ce dont je suis sûr, en tout cas, c'est que nous avons récupéré plus de cinq cents armes qui ont permis d'équiper les élèves de l'école à mesure que nous les enlevions à l'ennemi. Une fois finis ces combats de l'offensive, des colonnes rebelles composées de seulement neuf cents hommes armés ont avancé sans perdre de temps dans toutes les directions, envahissant le territoire dominé par l'ennemi jusqu'au centre du pays, exception faite de la vaste étendue de territoire oriental déjà contrôlée solidement par le II<sup>e</sup> Front oriental Frank Pais, ouvrant de nouveaux fronts de guerre qui allaient se développer rapidement. Seuls quelques hommes sont restés avec moi au quartier général. C'est au cours de ces opérations que le Che, avec environ cent quarante hommes - je cite de mémoire, sans consulter les documents - et Camilo, avec une centaine, ont réalisé une des plus grandes prouesses de celles, si nombreuses, dont parlent les livres d'histoire : avancer sur plus de quatre cents kilomètres, depuis la Sierra Maestra, après avoir essuyé un cyclone, jusqu'à l'Escambray, à travers des terrains bas, marécageux, infestés de moustiques et de soldats ennemis, sous une vigilance aérienne constante, sans guides, sans aliments, sans le soutien logistique de notre mouvement clandestin, qui était encore faible sur le trajet qu'ils suivaient. Et c'est en évitant les encercllements, les embuscades, les différentes lignes d'endigement, les bombardements, qu'ils sont arrivés à leur but. Telle était notre confiance dans les combattants qui ont fait échouer l'offensive ennemie, et, surtout, telle était leur confiance à eux en eux-mêmes et en leurs chefs légendaires. C'étaient des hommes de fer. Je recommande aux jeunes de lire et relire les beaux récits contenus dans Passages de la guerre révolutionnaire du Che.

Et puisque, presque sans le vouloir, j'en suis venu à ces réflexions sur nos luttes dans la Sierra, je vous dirai, pour compléter l'histoire des événements qui m'ont de nouveau conduit dans cette ville chérie, en ce 1<sup>er</sup> janvier dont nous fêtons aujourd'hui le quarantième anniversaire, que je suis parti de La Plata le 11 novembre, accompagné de trente hommes armés et de mille recrues désarmées.

Ces jeunes gens courageux et dévoués étaient plus entraînés à la faim, aux bombardements et aux pénuries qu'au maniement des armes, car nous ne disposions jamais d'une seule balle pour des entraînements à tirs réels. Ils arrivaient par vagues enthousiastes, de partout, à l'école, mais seul un sur dix supportait alors ces conditions-là. Ils nourrissaient nos rangs, ils étaient plus téméraires que nos vieux combattants. S'inspirant des traditions et des histoires qu'ils écoutaient, ils voulaient écrire en un jour ce que d'autres avaient écrit en plusieurs années.

Récupérant de petites unités rebelles au long de notre marche, plus les armes de deux pelotons ennemis qui avaient rejoint nos rangs après en avoir été persuadés par le commandant Quevedo, qui avait été notre adversaire digne et courageux lors de la bataille de Jigue, à la seule condition de ne pas combattre leurs anciens compagnons, notre longue colonne a fini par réunir une avant-garde de cent quatre-vingts hommes équipés d'armes de guerre. A Guisa, à Baire, à Jiguaní, à Maffo et à Palma Soriano, théâtre de nombreuses actions menées désormais avec le soutien d'autres forces qui se joignaient à nous à mesure que nous avançons, les recrues réalisaient leurs rêves de lutte. Prenant en partie la relève de combattants tués, blessés ou malades déjà équipés, recevant les armes récupérées - sept cents, si j'ai bonne mémoire - une fois Palma occupé où nous sommes emparés de trois cent cinquante armes, toutes les recrues qui étaient parties avec moi de La Plata étaient armées six semaines après et constituaient une troupe formidable.

Je tiens à signaler que les armes qui ont aidé les jeunes de notre école de Minas del Frío à devenir des soldats de premier rang n'ont pas toutes été le fruit exclusif de nos trophées. En effet, nous avons reçu à la mi-décembre ce qui a constitué à mon avis l'aide en armes de l'extérieur la plus appréciée : cent cinquante fusils semi-automatiques et un Fal automatique pour moi, envoyés au nom du peuple vénézuélien par le contre-amiral Larrazábal et la junte révolutionnaire qui avait pris le pouvoir à Caracas quelques mois avant la victoire cubaine. Bien entendu, ces armes sont vite entrées en action et ont participé aux combats de Jiguaní, de Maffo et de Palma Soriano.

Voilà pourquoi, une fois Palma et Maffo tombés en notre pouvoir, les armes ont plus que suffi pour équiper les combattants désarmés et que nous avons pu envoyer les cents fusils dont j'ai déjà parlé pour le soulèvement de Santiago et une autre bonne quantité à Belarmino Castilla, avec des instructions de couper la retraite du bataillon cantonné à Mayarí.

Et puisque j'ai parlé de l'aide vénézuélienne, je tiens à dire que nous n'avons pas reçu de livraisons d'armes et de munitions de l'extérieur pendant notre guerre révolutionnaire, sauf en de très rares occasions, dont celle-ci, qui nous a apporté la plus grande quantité d'armes, presque autant que toutes les autres ensemble que je me rappelle ou que j'ai entendu mentionner. Plus de 90 % des armes et des munitions avec lesquelles nous avons fait la guerre et l'avons gagnée, nous les avons enlevées à l'ennemi au combat. Elles n'étaient que quelques milliers, mais, en vertu d'un principe inviolable, elles étaient toutes destinées aux premières lignes.

L'année qui vient de s'écouler nous a permis de commémorer les faits que je n'ai évoqués ce soir qu'en partie.

Honneur et gloire éternels, respect infini et affection pour ceux qui sont tombés à l'époque pour assurer l'indépendance définitive de la patrie; pour tous ceux qui ont écrit cette épopée dans les montagnes, les campagnes et les villes, guérilleros ou militants clandestins; pour ceux qui, après la victoire de la Révolution, sont morts dans d'autres missions glorieuses ou ont consacré loyalement leur jeunesse et leurs énergies à la cause de la justice, de la souveraineté et de la rédemption de leur peuple; pour ceux qui sont déjà décédés et pour ceux qui vivent encore, car, si on pouvait parler en ce 1er janvier-là d'une victoire remportée en cinq ans, cinq mois et cinq jours après le 26 juillet 1953, il faut parler à cet anniversaire-ci, en prenant le même point de référence, d'une lutte héroïque et admirable de quarante-cinq ans, cinq mois et cinq jours.

Aujourd'hui encore, la Révolution commence à peine pour les générations les plus nouvelles. Un jour comme celui-ci n'aurait pas de sens si on ne parlait pour elles.

Qui sont donc présents ici ? Ce ne sont pas, dans leur immense majorité, les hommes, les femmes et les jeunes de ce jour-là. Le peuple auquel je m'adresse n'est pas le peuple de ce 1er janvier-là. Ce ne sont pas les mêmes hommes ni les mêmes femmes. C'est un autre peuple différent, et, pourtant, le même peuple éternel.

Celui qui vous parle de cette tribune n'est pas non plus exactement le même homme que ce jour-là. C'est seulement quelqu'un de bien moins jeune, mais qui s'appelle pareil, qui s'habille pareil, qui pense pareil, qui rêve pareil.

Des 11 142 700 habitants qui constituent la population actuelle du pays, 7 190 400 n'étaient pas encore nés, 1 359 698 avaient moins de dix ans; l'immense majorité de ceux qui avaient alors cinquante ans et en auraient maintenant au minimum quatre-vingt-dix - bien que ceux qui dépassent cet âge soient toujours plus nombreux - sont décédés.

Au moins 30 % de ces compatriotes-là ne savaient pas lire ni écrire; peut-être 60 % n'avaient même pas le certificat d'études. Il n'existait que quelques dizaines d'écoles techniques, de lycées, pas tous à la portée du peuple, et d'écoles normales, trois universités publiques et une privée. Des professeurs et des instituteurs, 22 000. Dans de telles conditions, combien d'adultes pouvaient-ils avoir un niveau scolaire au-delà du primaire ? Guère plus de 5 %, soit en gros 250 000 personnes.

Je me souviens de certains chiffres.

Nous comptons aujourd'hui plus de 250 000 enseignants actifs, de bien meilleur niveau; 64 000 médecins; 600 000 diplômés universitaires. Il n'existe pas d'analphabète, et il est rarissime que quelqu'un n'ait pas conclu les études primaires. L'enseignement est obligatoire jusqu'à la fin du premier cycle du second degré; tous ceux qui l'atteignent sans exception peuvent poursuivre gratuitement le deuxième cycle. Il est inutile de recourir à des données absolument précises et exactes. Il est des faits que personne n'ose nier : nous sommes aujourd'hui, et nous en sommes fier, le pays possédant le meilleur taux d'éducateurs, de médecins et de professeurs d'éducation physique et de sport par habitant au monde, ainsi que le taux de mortalité infantile et maternelle le plus bas de tous les pays du tiers monde.

Je ne me propose pourtant pas de parler de ces avancées sociales et de bien d'autres. Il est des choses bien plus importantes que cela. Ce qui est absolument vrai, c'est qu'il n'existe aucune commune mesure entre le peuple d'hier et celui d'aujourd'hui.

Le peuple d'hier, analphabète et semi-analphabète, sans même un minimum de vraie culture politique, a pourtant été capable de faire la révolution, de défendre la patrie, d'atteindre ensuite une conscience politique extraordinaire et de s'engager dans un processus politique qui n'a pas de parallèle dans ce continent-ci et dans le monde. Je ne le dis pas imbu d'un esprit chauviniste ridicule ou avec la prétention ridicule de croire que nous sommes meilleurs que d'autres; je le dis parce que la Révolution qui a vu le jour ce 1er janvier-là, le hasard ou le destin a voulu qu'elle ait été soumise à plus rude épreuve qu'aucune autre révolution au monde.

Notre peuple héroïque d'hier et d'aujourd'hui, notre peuple pérenne, a, avec la participation de trois générations déjà, résisté à quarante ans d'agressions, de blocus, de guerre économique, politique et idéologique de la part de la puissance impérialiste la plus forte et la plus riche qui ait jamais existé dans les annales de l'histoire. Et elle a écrit sa page la plus extraordinaire de gloire et de fermeté patriotiques et révolutionnaires en ces années-ci de période spéciale, alors que nous sommes restés absolument seuls en plein Occident, à cent cinquante kilomètres des États-Unis, et que nous avons décidé d'aller de l'avant.

Notre peuple n'est pas meilleur que d'autres; son immense grandeur découle d'une singularité : avoir été soumis à cette épreuve et avoir été capable d'y résister. Il ne s'agit pas d'un grand peuple en soi, mais d'un peuple agrandi par lui-même, et sa capacité à le faire naît de la grandeur des idées et de la justesse des causes qu'il défend. Il n'en existe pas d'autres égales, et il n'en a jamais existé. Il ne s'agit pas aujourd'hui de défendre égoïstement une cause nationale, car une cause exclusivement nationale en notre monde actuel ne peut être grande en soi. Notre monde, du fait même de son développement et de son évolution historique, se mondialise à toute allure, d'une façon inéluctable et irréversible. Sans laisser de côté pour autant les identités nationales et culturelles, voire les intérêts légitimes des peuples de chaque pays, aucune cause n'est plus importante que les causes mondiales, autrement dit que la cause de l'humanité elle-même.

Ce n'est pas non plus notre faute ou notre mérite que la lutte engagée le 1er janvier doive se convertir

inexorablement, pour le peuple d'aujourd'hui et de demain, en une lutte qu'il faudra livrer aux côtés de tous les autres peuples dans l'intérêt de l'humanité toute entière. Aucun peuple, aussi grand et aussi riche qu'il soit - à plus forte raison un pays petit ou moyen - ne peut à lui seul et par lui-même résoudre ses problèmes. Seul quelqu'un aux vues bornées, atteint de myopie ou de cécité politique, ou totalement insensible au sort de l'humanité, pourrait nier cette réalité.

Mais les solutions que requiert l'humanité ne viendront pas non plus de la bonne volonté de ceux qui veulent devenir aujourd'hui les maîtres du monde et qui l'exploitent, même s'ils ne peuvent rêver ou concevoir autre chose que la pérennité de ce qui constitue un ciel pour eux, mais un enfer pour le reste de l'humanité, un enfer réel et sans échappatoire.

L'ordre économique qui prévaut aujourd'hui sur notre planète s'effondrera inexorablement. Jusqu'à un écolier qui saurait assez bien additionner, soustraire, multiplier et diviser pour réussir son examen d'arithmétique pourrait le comprendre.

Beaucoup ont une réaction d'infantilisme : taxer de sceptiques ceux qui parlent de ces thèmes-ci. Certains rêvent même d'établir des colonies sur la Lune ou sur Mars. Je ne les critique pas de rêver. S'ils y parviennent, ce serait peut-être le refuge idéal pour certains si on ne met pas un frein à l'agression brutale dont la planète que nous habitons est de plus en plus victime.

Le système actuel est insoutenable, parce qu'il repose sur des lois aveugles, chaotiques, qui ruinent et détruisent la société et la nature.

Les théoriciens de la mondialisation néo-libérale, ses meilleurs universitaires, les tenants les plus farouches du système, se montrent maintenant incertains, hésitants, contradictoires. Ils ne peuvent répondre à des milliers de points d'interrogation. C'est une hypocrisie d'affirmer que la liberté de l'homme et la liberté de marché absolue sont des concepts inséparables, comme si les lois de celui-ci, qui ont engendré les systèmes sociaux les plus égoïstes, les plus inégaux et les plus impitoyables que l'humanité ait jamais connus, étaient compatibles avec la liberté de l'être humain que ce système convertit en simple marchandise.

Il serait bien plus exact de dire que sans égalité ni fraternité, ces thèmes sacro-saints de la révolution bourgeoise, on ne pourra jamais parler de liberté, et que l'égalité et la fraternité sont absolument incompatibles avec les lois du marché.

Les dizaines de millions d'enfants contraints de travailler dans le monde, de se prostituer, de fournir des organes, de vendre des drogues pour survivre; les centaines de millions de personnes sans emploi; la pauvreté critique; le trafic de drogues, d'immigrants, d'organes humains; le colonialisme, hier, et ses séquelles dramatiques d'aujourd'hui, le sous-développement, et tout ce que notre monde compte de calamités sociales, ont pris leur source dans des systèmes qui se fondaient sur des lois de ce genre. On ne saurait oublier que la lutte pour des marchés a provoqué en ce siècle-ci deux épouvantables boucheries, deux guerres mondiales.

On ne saurait ignorer non plus, me rétorquera-t-on, que les principes du marché font partie intégrante du devenir historique de l'humanité. Soit, mais tout homme rationnel a le droit de refuser la prétendue pérennité de ces principes de nature sociale comme base du développement ultérieur de l'espèce humaine.

Les défenseurs les plus fanatiques du marché, de vrais croyants, ont fini par le convertir en une nouvelle religion. Et surgit ainsi la théologie du marché. Ses tenants, plutôt que des scientifiques, sont des théologiens : il s'agit pour eux d'une question de foi. Par respect pour les vraies religions pratiquées honnêtement par des milliards de personnes dans le monde et pour les vrais théologiens, je dirai tout simplement que la théologie du marché est sectaire, fondamentaliste et anti-oecuménique.

Mais l'ordre mondial actuel est insoutenable pour bien d'autres raisons. Un biotechnicien dirait que sa carte génétique contient de nombreux gènes qui le conduisent à sa propre destruction.

On voit apparaître de nouveaux phénomènes, des phénomènes insoupçonnés qui échappent à tout contrôle de gouvernements et d'institutions financières internationales. Il ne s'agit plus seulement de la création artificielle de richesses fabuleuses n'ayant pas le moindre rapport avec l'économie réelle. Tel

est le cas des centaines de nouveaux multimillionnaires qui ont surgi ces dernières années à mesure que se sont multipliés les cours des actions boursières nord-américaines, à l'instar d'une baudruche gigantesque qui s'enfle à des extrêmes absurdes et qui risque d'éclater un jour ou l'autre, ce qui serait grave. Cela s'était déjà passé en 1929, provoquant une profonde dépression qui avait duré une décennie.

En août dernier, la simple crise financière de la Russie, qui ne représente pourtant que 2 % du Produit intérieur brut du monde, a fait descendre le Dow Jones, l'index-amiral de la bourse de New York, de 512 points en un jour. La panique s'est répandue, menaçant de provoquer un Sud-Est asiatique en Amérique latine et, donc, un grand risque pour l'économie nord-américaine. Et l'on a eu du mal à freiner la catastrophe à ce jour. La moitié des Nord-Américains ont placé leur épargne et leurs pensions dans ces actions boursières; ils n'étaient que 5 % au moment de la crise de 1929, et les suicides ont pourtant été nombreux.

Dans notre monde mondialisé, ce qui se passe quelque part se répercute aussitôt dans le reste de la planète. Et le monde vient d'avoir très peur. Les pays les plus riches du monde, convoqués par les États-Unis, ont joint leurs ressources pour circonscrire ou atténuer l'incendie. On veut toutefois maintenir la Russie au bord de l'abîme et on exige du Brésil des conditions injustement dures. Le Fonds monétaire international ne s'écarte pas d'un iota de ses principes fondamentalistes, tandis que la Banque mondiale s'insurge et dénonce.

Tout le monde parle d'une crise financière internationale. Les seuls à ne pas être au courant, ce sont les citoyens nord-américains, qui ont dépensé plus que jamais et dont les épargnes sont à plat. Peu importe, puisque leurs transnationales investissent l'argent des autres. Peu importe aussi le déficit commercial croissant du pays, qui atteint d'ores et déjà 240 milliards de dollars. Ce sont là des privilèges de l'empire qui bat la monnaie de réserve du monde. Et, en cas de crise, c'est dans ses bons du trésor que se réfugient en masse les spéculateurs. Et comme le marché interne est de taille et qu'on dépense plus, l'économie reste en bonne forme, apparemment, bien que les profits des sociétés se soient réduits. Mégafusions, euphorie, et les cours des actions de repartir à la hausse, et tout le monde de rejouer de nouveau à la roulette russe. Tout sera éternellement bien. Les théoriciens du système ont découvert la pierre philosophale. Toutes les issues sont bouchées pour empêcher l'entrée de revenants qui les empêcheraient de dormir. La quadrature du cercle n'est plus un impossible. Il n'y aura jamais de crise.

Mais la baudruche qui enfle serait-elle par hasard la seule menace et le seul jeu spéculatif ? Il est un autre phénomène qui prend de jour en jour des dimensions fabuleuses et incontrôlables : les opérations spéculatives contre les monnaies. Qui se montent au bas mot à un billion de dollars par jour. Voire à un billion et demi, selon certains. Voilà à peine quatorze ans, elles ne se chiffraient qu'à 150 milliards par an. Peut-être y a-t-il confusion dans les chiffres. On a de la peine à les exprimer, à plus forte raison à les traduire de l'anglais à l'espagnol et au français. Ce qu'on appelle billón en espagnol et billion en français, autrement dit un million de millions, se dit trillion en américain, tandis que le billion américain veut dire un milliard. On vient d'introduire en espagnol le millardo, qui veut dire un milliard, exactement comme le milliard anglais. Ces difficultés de langage disent bien à quel point il est malaisé de suivre et de comprendre les chiffres qui reflètent la spéculation fabuleuse en marche dans l'ordre économique mondial. Et ceci, l'immense majorité des peuples du monde risque constamment de le payer de leur ruine. Au premier instant d'inattention, les spéculateurs montent à l'assaut de n'importe quelle monnaie et liquident en quelques jours les réserves en devises accumulées pendant, allez savoir, des dizaines d'années. L'ordre mondial a jeté les conditions propices à cela. Absolument personne n'est à l'abri ni ne peut l'être. Les loups, groupés en meutes et soutenus par des logiciels, savent où attaquer, quand attaquer et pourquoi attaquer.

Un prix Nobel d'économie a proposé voilà quatorze ans, alors que ces spéculations étaient deux mille fois inférieures, de lever un impôt de 1 % sur chaque opération spéculative de ce genre. Ce pourcentage suffirait aujourd'hui à développer tous les pays du tiers monde. Ce serait là une forme de réguler et de freiner une spéculation aussi nocive. Oui, mais réguler ! Vous vous heurtez à la plus pure doctrine fondamentaliste. Il est des mots que vous ne pouvez prononcer dans le temple des fanatiques de l'ordre mondial qu'ils imposent. Ainsi : régulation, société publique, programme de développement économique, toute forme de planification, même la plus minime, participation ou influence de l'État en matière économique... tout ceci trouble le rêve idyllique et paradisiaque du libre marché et de l'entreprise privée. Il faut tout déréglementer, même le marché de la force de travail. Il

faut réduire au minimum indispensable l'aide au chômage pour ne pas maintenir des «fainéants» et des «parasites». Il faut restructurer et privatiser le système de pensions. L'État ne doit s'occuper que de la police et de l'armée pour garantir l'ordre, réprimer les protestations et faire la guerre. Il n'est pas même admissible qu'il participe en quoi que ce soit aux politiques monétaires de la banque centrale, qui doit être absolument indépendante. Louis XIV souffrirait beaucoup de nos jours, assurément, avec son « L'État, c'est moi », parce qu'il lui faudrait ajouter : « Oui, mais je ne suis absolument rien » !

En sus de cette spéculation étonnante avec les monnaies, on voit croître de façon incroyable et accélérée ce qu'on appelle les fonds de couverture et le marché des dérivés, une autre expression relativement nouvelle. Je ne tenterai pas de vous l'expliquer. C'est compliqué. Cela prend du temps. Je me bornerai à vous dire qu'il s'agit d'un système qui vient s'ajouter aux jeux spéculatifs, un autre casino énorme où l'on mise sur tout et de tout, en se basant sur des calculs de risques sophistiqués réalisés à l'aide d'ordinateurs, de programmeurs de haut niveau et de sommités économiques, et les gens qui misent exploitent l'insécurité, emploient l'argent que les épargnants placent dans les banques, ne se heurtent à pratiquement aucune restriction, obtiennent des profits énormes et peuvent provoquer des catastrophes.

Que l'ordre économique actuel soit insoutenable, nous en avons la preuve dans la vulnérabilité et la fragilité mêmes du système, qui a converti la planète en un casino gigantesque, des millions de citoyens et, parfois, des sociétés entières en parieurs, dénaturant la fonction de l'argent et des investissements, car ce que ces gens-là cherchent à tout prix, ce n'est pas à augmenter la production ou les richesses du monde, mais tout simplement à gagner de l'argent par de l'argent. Cette déformation conduira inévitablement l'économie mondiale au désastre.

Un fait, survenu aux États-Unis, vient de susciter le scandale et une préoccupation profonde. L'un de ces fonds de couverture dont j'ai parlé et dont j'ai tenté d'expliquer l'essence, justement le plus fameux des États-Unis, dont le nom, traduit en français, signifie Gestion de capitaux à long terme, et qui compte parmi son personnel deux prix Nobel d'économie et plusieurs des meilleurs programmeurs du monde, et qui fait des bénéfices annuels supérieurs à 30 %, a failli capoter, et les conséquences de cette banqueroute auraient été, semble-t-il, incalculables.

Se basant sur le prestige déjà acquis, faisant aveuglement confiance à l'infaillibilité de ses fameux programmeurs et de ses Prix Nobel d'économie, ce fonds, qui ne disposait que de 4,5 milliards de dollars, a mobilisé les fonds des soixante-quinze banques différentes pour un total de 120 milliards afin de pouvoir spéculer, obtenant ainsi plus de vingt-cinq dollars de prêt par dollar de son propre fonds. Cette procédure contrevenait à tous les paramètres et à toutes les pratiques censées financières. Or, les calculs et les programmes s'étaient trompés. Les pertes ont été considérables; la banqueroute, un mot dramatique dans ces milieux-là, était inévitable. Ce n'était plus qu'une question de jours. La réserve fédérale des États-Unis a alors volé au secours du fonds de couverture, ce qui est contraire à tout ce que prêchent les États-Unis et à ce que soutient la philosophie néo-libérale, compte tenu de la conduite irresponsable d'une institution de ce genre. Selon les principes établis, le fonds en question devait aller à la ruine, la loi du marché devait lui donner une leçon en imposant les corrections pertinentes. Ç'a été le scandale. Le Sénat a fait comparaître Greenspan, le directeur de la Réserve fédérale, qui a dû déclarer. Ce haut fonctionnaire, formé dans le sérail de Wall Street, est considéré comme l'un des responsables les plus experts et les plus éminents de l'économie nord-américaine, on lui attribue le mérite principal dans les succès économiques de l'administration Clinton, et il est en train de recevoir l'hommage spécial des milieux financiers et de la presse comme l'homme qui a freiné la crise boursière aux USA en baissant trois fois d'affilée le taux d'intérêt. On le considère le personnage le plus important du pays, après le président. Eh bien, ce fameux directeur, ce directeur reconnu a déclaré au Sénat que, s'il n'avait pas sauvé le fonds, il serait produit une catastrophe économique qui aurait touché les États-Unis et le monde entier.

Quelle est donc la solidité d'un ordre économique au sein duquel l'action, qualifiée d'aventuriste et d'irresponsable, d'une institution spéculative qui ne possédait que 4,5 milliards de dollars peut conduire les États-Unis et le monde à un désastre économique ?

Quand on constate cette fragilité et cette déficience immunologique du système, on peut diagnostiquer un mal très semblable au sida.

Je n'utiliserai pas d'autres arguments pour l'instant. L'économie mondiale connaît bien d'autres

problèmes. L'ordre en place se débat au milieu de l'inflation, de la récession, de la déflation, des crises de surproduction éventuelles, des baisses soutenues des cours des produits de base. Un pays aussi immensément riche que l'Arabie saoudite enregistre d'ores et déjà des déficits budgétaires et commerciaux, bien qu'elle exporte huit millions de barils de pétrole par jour. Les pronostics de croissance optimistes s'envolent en fumée. Personne n'a la moindre idée de la façon dont on réglera les problèmes des pays du tiers monde. Sur quels biens d'équipement, sur quelles technologies, sur quels réseaux de distribution, sur quels crédits à l'exportation peuvent-ils faire fond pour chercher des marchés, concurrencer et exporter ? Où sont les consommateurs de leurs produits ? Comment cherchera-t-on des ressources pour la santé en Afrique, où vingt-deux millions de personnes atteintes du sida exigeraient, aux prix actuels, deux cent milliards de dollars par an rien que pour contrôler cette maladie ? Combien mourront avant que n'apparaisse un vaccin protecteur ou un médicament qui permette de l'éradiquer ?

Le monde a besoin d'un peu de direction pour faire face à ces réalités-là. Nous sommes déjà six milliards sur cette planète. Et nous serons, presque à coup sûr, neuf milliards et demi dans cinquante ans. Garantir des aliments, la santé, l'éducation, un emploi, des chaussures, des vêtements, un toit, de l'eau potable, l'électricité et des transports à une quantité aussi extraordinaire de personnes qui vivront précisément dans les pays les plus pauvres, sera un défi colossal. Il faudra définir d'abord des modèles de consommation. On ne saurait continuer d'imposer les goûts et les modes de vie des sociétés industrielles, fondées sur le gaspillage, car ce serait, non seulement suicidaire, mais tout bonnement impossible.

Il faut programmer le développement du monde. On ne saurait laisser cette tâche au libre-arbitre des transnationales et aux lois aveugles et chaotiques du marché. L'Organisation des Nations unies constitue un bon point de départ, car elle réunit une grande quantité d'informations et d'expériences, mais il faut tout simplement se battre pour la démocratiser, pour mettre fin à la dictature du Conseil de sécurité et à la dictature au sein même de celui-ci, ne serait-ce qu'en y admettant de nouveaux membres permanents qui, outre une représentation adéquate du tiers monde, disposeraient de toutes les prérogatives dont jouissent les membres permanents actuels, et en modifiant les règles relatives à la prise de décision. Il faut de plus élargir les fonctions et renforcer l'autorité de l'Assemblée générale.

Plût au ciel que ce ne soit pas par des crises économiques catastrophiques qu'apparaissent des solutions ! Les plus touchés seraient des milliards de personnes du tiers monde. Une connaissance élémentaire des réalités technologiques et du pouvoir destructeur des armes modernes nous contraint de penser qu'il est de notre devoir d'empêcher que les conflits d'intérêt qui éclateront inévitablement ne conduisent à des guerres sanglantes.

L'existence d'une seule superpuissance, une mondialisation économique asphyxiante rendraient difficile, voire impossible, la survie d'une révolution comme la nôtre, si jamais elle avait triomphé aujourd'hui et non quand elle pouvait compter sur un point d'appui dans un monde alors bipolaire. Heureusement, notre pays a eu le temps de se doter d'une capacité de résistance extraordinaire et de répandre en même temps dans l'arène internationale la forte influence de son exemple et de son héroïsme, ce qui lui permet de livrer de toutes les tribunes une grande bataille d'idées.

Les peuples se battront, les masses joueront un rôle important et décisif dans ces batailles qui ne seront, en fin de compte, que leur réponse à la pauvreté et aux souffrances qu'on leur a imposées, et l'on verra surgir des milliers de formes de pression et d'action politiques créatrices et ingénieuses. De nombreux gouvernements seront déstabilisés par des crises économiques et par la carence d'issues au sein du système économique international en place.

Nous vivons une étape où les événements vont plus vite que la conscience des réalités dont nous souffrons. Il faut semer des idées, démasquer les leurres, les sophismes et les hypocrisies, en utilisant des méthodes et des moyens à même de contrecarrer la désinformation et les mensonges institutionnels. L'expérience de quarante ans de calomnies déversées sur Cuba comme des pluies torrentielles nous a appris à faire confiance dans l'instinct et dans l'intelligence des peuples.

Les pays européens ont donné au monde un bon exemple de ce que peuvent l'exercice de la raison et l'emploi de l'intelligence. Après avoir guerroyé entre eux pendant des siècles, ils ont fini par comprendre que, bien que pays industriels et riches, ils ne pouvaient survivre isolément. Soros, un fameux personnage du monde financier, et son groupe ont, à la suite d'un assaut spéculatif, fait

trembler la Grande-Bretagne, autrefois maîtresse d'un grand empire, reine incontestée des finances et détentrice de la monnaie de réserve - un rôle que jouent maintenant le dollar et les USA.

Le franc, la peseta, la lire ont aussi souffert des assauts de la spéculation. Le dollar et l'euro se surveillent mutuellement. Un adversaire plein de perspectives vient de surgir face à la monnaie nord-américaine et à ses privilèges. Les États-Unis misent anxieusement sur ses difficultés et son échec. Suivons de près les événements.

Certains, en proie à l'angoisse, à l'incertitude et au doute, cherchent des solutions de substitution éclectiques. Or, face à une mondialisation néo-libérale, déshumanisée, moralement et socialement indéfendable, écologiquement et économiquement intenable, le monde n'a pas d'autre choix qu'une distribution juste des richesses que les êtres humains créent de leurs mains laborieuses et de leur intelligence féconde. Faisons cesser la tyrannie d'un ordre qui impose des principes aveugles, anarchiques et chaotiques, conduisant l'espèce humaine à l'abîme. Sauvons la nature. Préservons les identités nationales. Protégeons les cultures de chaque pays. Faisons régner l'égalité, la fraternité et, partant, la vraie liberté. Les clivages insondables entre riches et pauvres au sein de chaque nation et entre les pays ne peuvent continuer de se creuser; ils doivent au contraire diminuer progressivement pour disparaître un jour. Que ce soit le mérite, la capacité, l'esprit créateur et la contribution réelle au bien-être de l'humanité, et non le vol, la spéculation ou l'exploitation des plus faibles, qui fixent les bornes de ces clivages. Que l'on pratique vraiment l'humanisme, dans les faits, et non dans des slogans hypocrites.

Chers compatriotes,

Le peuple qui livre la lutte héroïque de la période spéciale pour sauver la patrie, la Révolution et les conquêtes du socialisme avance irrésistiblement vers ses objectifs, de même que les combattants de Camilo et de Che progressaient de la Sierra Maestra vers l'Escambray. Comme l'a dit Mella, toute époque future doit être meilleure. Constatons-le dans les objectifs que nous nous sommes fixé pour 1999. Consolidons, approfondissons, travaillons, luttons, combattons avec l'esprit dont ont fait preuve nos combattants héroïques à l'Uvero, au cours des journées glorieuses de la grande offensive ennemie, au cours des batailles et dans les faits que j'ai rappelés ce soir. Nous nous sommes remis du revers d'Alegría de Pío, nous sommes passés par Cinco Palmas, nous avons réuni des forces, nous sommes dorénavant capables de vaincre, tout comme trois cents en ont vaincu dix mille. Nous sommes bien plus forts, nous sommes sûrs désormais de la victoire.

Je peux assurer à tous les compatriotes, surtout aux jeunes, que les quarante prochaines années seront décisives pour le monde. Des tâches incommensurablement plus complexes et plus difficiles les attendent. De nouveaux objectifs glorieux leur font face, l'immense honneur d'être des révolutionnaires cubains l'exige d'eux. Nous lutterons pour notre peuple et pour l'humanité. Et notre voix peut porter et portera très loin.

La bataille d'aujourd'hui est dure et difficile. La guerre idéologique, tout comme les conflits militaires, cause des pertes. Les époques dures et les conditions difficiles, tout le monde n'a pas la trempe nécessaire pour y résister.

Je vous rappelais ce soir qu'en pleine guerre, seul un jeune révolutionnaire entré à l'école sur dix supportait les bombardements et les privations. Mais celui-là valait pour dix, pour cent, pour mille. Conscientiser toujours plus profond, tremper le caractère, éduquer à la dure école de la vie contemporaine, semer des idées solides, employer des arguments irréfutables, prêcher d'exemple et faire confiance en l'honneur de l'homme, voilà ce qui peut faire que neuf sur dix restent à leur poste de combat, aux côtés du drapeau, aux côtés de la Révolution, aux côtés de la patrie.

Le socialisme ou la mort !

La patrie ou la mort !

Nous vaincrons !